

LA
QUESTION
DU JOURLes Etats-Unis ont-ils raison d'espionner
les communications des présidents français?Votez sur le site www.arcinfo.fr

ESPIONNAGE La NSA portait beaucoup d'attention aux présidents français Hollande, Chirac et Sarkozy.

«Une espèce de boulimie d'écoute»

LE CONTEXTE

La France a dénoncé, hier, un espionnage «inacceptable entre alliés» après la révélation, par le quotidien «Libération» et le site d'informations «Médiapart», de la mise sur écoute par les Etats-Unis de François Hollande et ses deux prédécesseurs, Nicolas Sarkozy et Jacques Chirac.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BLANDINE LE CAÏN

Pour Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement, les révélations d'écoutes américaines de présidents français ne sont pas surprenantes et s'inscrivent dans une politique du renseignement américain en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Qu'apprend-on sur les écoutes américaines de présidents français?

Il n'y a strictement rien de nouveau. Nous savons que les Américains écoutent la France de manière constante depuis le général de Gaulle, même s'il y a eu des variations. Quand François Mitterrand a été élu, en 1981, les communistes ont fait leur entrée au gouvernement. Toutes les écoutes étaient dirigées vers la France, pays allié de l'Otan dans lequel des communistes arrivaient au pouvoir!

Le pays a été particulièrement écouté à partir de 2003 et son re-

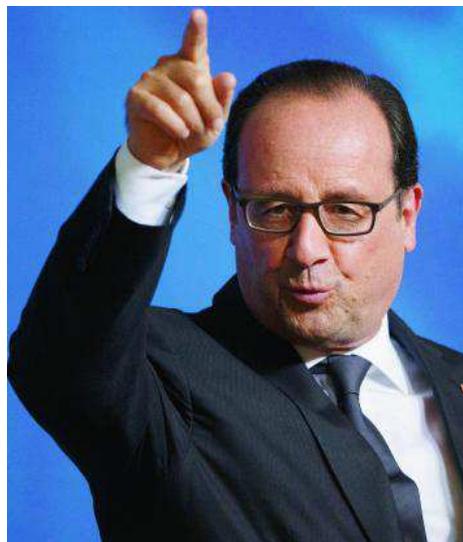
fus de s'engager dans la guerre en Irak. Avec Nicolas Sarkozy, la France est pourtant revenue dans le giron de l'Otan et reste avec François Hollande plus proche des Etats-Unis qu'elle ne l'était par le passé. Ce qui n'empêche pas les écoutes.

Pourquoi écouter des présidents et personnalités politiques françaises alors que la relation franco-américaine s'est renforcée?

Les écoutes des Etats-Unis visant leurs alliés ne sont pas quelque chose de nouveau. Depuis 1945, les Etats-Unis sont dans une logique de plus en plus hégémonique, de domination mondiale, ils écoutent tout ce qu'ils peuvent écouter. Ils sont dans une espèce de boulimie d'écoute.

Cela s'est accentué avec le Patriot Act, qui a engendré, sur le plan intérieur, de nombreuses atteintes aux libertés individuelles. Et au niveau international, il y a eu un accroissement absoluement considérable des écoutes. Or, sur le plan intérieur, les possibilités d'actions du Patriot Act sont actuellement retirées petit à petit par le Congrès, avec l'aval de la Maison Blanche. Mais cela ne s'est pas du tout réduit en ce qui concerne l'international, qui sert en quelque sorte de compensation.

N'y a-t-il pas beaucoup à perdre à écouter ses propres alliés alors qu'aucune révélation fondamentale ne semble avoir été mise au jour?



Le président François Hollande a rappelé à Washington les engagements pris à la suite de premières révélations de Wikileaks et de médias européens, en 2013. KEYSTONE

Ceux qui disent qu'on n'apprend rien de fondamental n'en savent rien, cela dépend de ce qui est révélé. Les Etats-Unis n'écoutent pas dans le seul intérêt de découvrir des secrets d'Etat, ils portent également un intérêt dans les affaires personnelles.

Ces écoutes peuvent représenter un moyen de pression: imaginez que Thomas Thévenoud ou Jérôme Cahuzac (réd: poussés à la démission pour des questions fiscales) soient encore au gouvernement et que les Etats-Unis découvrent les affaires dans lesquelles ils sont impliqués, alors que le gouvernement français les ignore. Ces informations peuvent constituer un moyen de pression dans des réunions très officielles telles que le G7.

Si la révélation d'écoutes ne constitue pas une surprise, est-ce à dire que tous les

pays s'écourent mutuellement de la même manière, y compris la France?

Non, aucun pays n'a de politique d'écoute comparable à celle des Etats-Unis. Cela ne veut pas dire qu'ils sont les seuls à disposer des méthodes qu'ils utilisent. La France dispose des mêmes moyens techniques, mais pas des mêmes moyens matériels. Les Etats-Unis interceptent beaucoup de choses, car ils ont les capacités de décrypter et de stocker. Ils ne traitent pas nécessairement toutes les données, mais ils sont en mesure de le faire.

Pour résumer, ils écoutent partout, tout le temps, tout le monde.

La France est à l'écoute de qui?

Elle n'a heureusement pas les moyens d'écouter toute notre

BARACK OBAMA VEUT EN FINIR AVEC LES ÉCOUTES

Le président américain Barack Obama a réitéré, hier, à François Hollande son engagement à en terminer avec la pratique des écoutes, a rapporté la présidente française. Le président français a appelé son homologue américain à la suite des révélations sur des écoutes des services secrets américains visant trois présidents. «L'échange a été l'occasion d'une mise au point sur les principes qui doivent gouverner les relations entre alliés en matière de renseignement», précise l'Elysée. Le président américain «a réitéré sans ambiguïté son engagement ferme, intervenu en novembre 2013 après l'affaire Snowden, et déjà rappelé lors de la visite d'Etat de février 2014, d'en terminer avec les pratiques qui ont pu avoir lieu dans le passé et qui étaient inacceptables entre alliés», ajoute le communiqué. Des responsables français du renseignement se rendront très prochainement à Washington pour approfondir la coopération, ajoute le texte. © ATS

population. Les prises de renseignement sont ciblées: sur le terrorisme, les conflits, le Sahel...

Les alliés de la France ne sont pas suivis en permanence comme le font les Etats-Unis, ce qui ne veut pas dire qu'aucun dispositif d'écoute n'est mis en place. Certains existent afin de permettre un déploiement plus important de façon rapide en cas de besoin, en connaissant déjà les fréquences, les modes de communications utilisés...

En-dehors des Etats-Unis, on peut chiffrer à une petite dizaine le nombre de pays capables de mettre en place les mêmes techniques d'écoute, parmi lesquels le Royaume-Uni, la Russie, l'Inde, le Japon ou l'Allemagne. De la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1940, la France était parmi les leaders des écoutes, si ce n'est le leader mondial. © LE FIGARO

Il n'y a rien de nouveau. Nous savons que les Américains nous écoutent depuis le général de Gaulle.»

ERIC DENECÉ CENTRE FRANÇAIS DE RECHERCHE SUR LE RENSEIGNEMENT

Quand les écoutes instaurent «une société de défiance»

Tous occupés, tous en ligne, tous à l'écoute. Chirac, Sarkozy, Hollande... Et Doris, Simonetta, Didier, Ueli et les autres? Evoquent-ils le secret bancaire, l'avion de transport ou les accords Rubik et commandent-ils leurs pizzas sur des natels cryptés? Le secret reste à percer. «Il est hors de question que l'on vous donne des indications sur les mesures de sécurité», sourit-on à la Chancellerie fédérale. On attendra une livraison Wikileaks alors? «Le matériel existe, il a été développé, il est disponible, mais son utilisation relève aussi des circonstances», indique, sous couvert de l'anonymat, un spécialiste des questions de sécurité.

Des circonstances qui ont à voir avec les limites des sphères privée, professionnelle ou politique. Mais la raison d'Etat, ou ce qu'il en reste, peut se heurter à l'avantage des facilités d'utilisation.

Secrets d'Etat

Recourir à des téléphones cryptés, des lignes fiables et sécurisées nécessite un effort. Et même si les chefs d'Etats ne sont pas M. et Mme Tout-le-monde, pour eux aussi, la tentation demeure grande d'utiliser, comme tout le monde, le tout-venant

des smartphones. Car employer du matériel sécurisé implique «de satisfaire à des procédures d'identification et que votre correspondant utilise aussi le même type d'appareil», souligne Solange Gheraouti.

Professeure à l'Université de Lausanne (Unil) et experte internationale en cybersécurité et cyberdéfense, elle ne peut s'empêcher de sourire des révélations Wikileaks. Elle vient d'être sollicitée par les organisateurs d'une future exposition organisée par les Archives nationales de France à Paris. Son thème: le secret d'Etat. Son intervention: le secret d'Etat est-il possible à l'ère numérique?

Société de défiance

Les révélations de Wikileaks choquent, mais les écoutes ont toujours existé. Elles sont juste «facilitées par les outils numériques et la communication extensive», poursuit la spécialiste.

Par leur ampleur, elles reflètent aussi l'hyperpuissance américaine qui

tient à être au courant de tout, partout, tout le temps, en temps réel pour préserver des avantages politiques, économiques ou diplomatiques. Car gouverner, c'est aussi savoir. Mais, mais, mais...

«Cette attitude reflète aussi la loi du plus fort. Elle comporte quelque chose de déstabilisant et de dommageable, car elle signifie que la confiance n'existe pas entre alliés. Et cela montre aussi que le numérique est en train de construire une société de défiance», analyse-t-elle.

Blackberry

Et du côté des entreprises, se méfie-t-on des oreilles qui traînent ou qui pousseraient sur les murs?

La tonalité reste aussi au «no comment». Discretion de violette, pudeur de rosière et boeuf sur la langue de bois. «Beaucoup d'entreprises sont restées fidèles au Blackberry, en raison de son système de cryptage et aussi parce que l'on



Quel numéro, la Maison-Blanche? KEYSTONE

ALABAMA Drapeau confédéré retiré du Capitole

Le gouverneur de l'Alabama a annoncé, hier, avoir ordonné le retrait du drapeau confédéré controversé qui flottait devant le parlement de cet Etat du sud des Etats-Unis. Cette décision découle seulement «en partie» de la turberie de la semaine dernière à Charleston.

«C'est la bonne chose à faire. Nous sommes confrontés à des problèmes importants dans cet Etat au sujet du budget et d'autres dossiers que nous devons régler. Ce drapeau confédéré pourrait devenir une distraction importante», a justifié Robert Bentley.

La bannière controversée a été abaissée hier matin par deux employés municipaux sans protocole particulier. L'étendard était situé près d'un monument confédéré au Capitole situé à Montgomery, la capitale de l'Etat.

Héritage controversé

Ce drapeau est le symbole de l'héritage du Sud pour ses partisans, et celui du racisme et de la théorie de la suprématie blanche pour ses détracteurs.

De nombreuses entreprises américaines ont d'ailleurs annoncé qu'elles allaient cesser de vendre des produits arborant ce drapeau, après la mort de neuf Noirs tués dans l'église de Charleston, un édifice emblématique de la communauté afro-américaine. Le tueur présumé, âgé de 21 ans, apparaît sur des photos brandissant le drapeau confédéré. © ATS

IMMIGRATION

La Hongrie fait un pas en arrière

La Hongrie, sous pression de l'Union européenne et de l'Autriche voisine, est revenue, hier, sur la suspension, annoncée la veille, d'un règlement clef de l'UE sur les migrants. Elle demande cependant à ses partenaires d'être patients. Le ministre des Affaires étrangères, Péter Szijjarto, s'est entretenu avec son homologue autrichien Sebastian Kurz à propos du règlement «Dublin III». © ATS

UKRAINE

Convoi humanitaire suisse à Donetsk

Un convoi humanitaire suisse de quinze camions chargés de matériel de secours est arrivé, hier, dans la ville de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, a indiqué Beme. Il a livré près de 300 tonnes de produits chimiques destinés aux infrastructures hydrauliques locales. Il transportait aussi des appareils médicaux et des médicaments. Les produits chimiques, principalement du sulfate d'aluminium et de l'hypochlorite de calcium, serviraient au traitement de l'eau potable. Ils ont été injectés dans les conduites dès l'arrivée sur place du convoi, de manière à assurer l'approvisionnement en eau salubre de la population située de part et d'autre de la ligne de contact, selon le Département fédéral des affaires étrangères. © ATS